



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Vendredi 12 avril 2024

Politique étrangère et européenne	2
Dans son interview au FT, Stubb met en garde les pays de l'OTAN contre une rhétorique trop belliqueuse	2
Billet.....	2
Stubb a emmené Halla-aho avec lui en Ukraine et a envoyé un message	2
Editorial.....	3
La visite de Stubb dans la capitale de l'UE a rappelé le conflit sur les deux assiettes: le président a-t-il marché sur les plates-bandes d'Orpo ?	3
Le ministre de l'Économie Rydman participe au 9e Forum de cohésion à Bruxelles.....	3
Aide publique au développement	3
En 2023, les dépenses d'APD de la Finlande ont diminué.....	3
L'Ukraine a été le principal bénéficiaire de l'APD finlandaise pour la deuxième année consécutive	3
Défense	5
Interview du commandant des forces armées Janne Jaakkola.....	5
Gouvernement.....	5
Le chancelier de la Justice souhaite des précisions sur l'accord DCA avec les États-Unis	5
Politique intérieure.....	6
Orpo n'envisage pas de toucher à l'indexation des pensions de retraite.....	6
Environnement	6
Analyse : la Finlande a changé de cap en matière de politique environnementale.....	6
Energie	7
Les subventions à l'énergie éolienne sont très coûteuses	7

Politique étrangère et européenne

Dans son interview au FT, Stubb met en garde les pays de l'OTAN contre une rhétorique trop belliqueuse

Le président de la République Alexander Stubb a mis en garde les dirigeants des pays de l'OTAN contre une rhétorique trop belliqueuse à l'égard de la Russie, rapporte le Financial Times (FT).

Selon Stubb, les récents avertissements selon lesquels la Russie pourrait devenir agressive en dehors de l'Ukraine et s'en prendre à un pays de l'OTAN détournent l'attention d'une question plus importante. Il considère que les pays européens devraient se concentrer sur l'aide à l'Ukraine et la formation de leurs propres soldats.

Cependant, Stubb ne croyait pas que la Russie attaquerait un pays de l'OTAN avant 2030.

«Je suis un peu inquiet de ces discours plutôt belliqueux selon lesquels la Russie va tester l'article 5 et que l'Europe est la prochaine sur la liste. Je pense que nous devrions nous préparer à cela, mais je pense que c'est très improbable », a déclaré Stubb selon qui toutefois l'Europe doit se préparer au pire.

"J'exhorte tous les pays européens à devenir plus finlandais. Autrement dit, à se préparer encore mieux. Il faut se préparer au pire pour l'éviter."

Selon Stubb, il sera extrêmement important de soutenir l'Ukraine dans les mois à venir.

Selon Stubb, l'Europe a quelques années pour changer sa façon de penser héritée de la guerre froide. "Pour l'Union et l'Union [européenne], il ne s'agit pas seulement de la préparation des États de première ligne, mais de la préparation de tous. - - La bonne nouvelle, c'est que nous sommes prêts".

HS

Billet

Stubb a emmené Halla-aho avec lui en Ukraine et a envoyé un message

Ces dernières semaines, les Finlandais ont vu les premiers pas de Stubb en tant que président. Stubb s'est rendu au Théâtre national, au marché de Joensuu et aux exercices de l'OTAN et a donné des interviews dans les médias du monde entier. Dans le même temps, il a donné des indications sur les priorités de sa politique.

Chaque président met un peu de sa personnalité dans l'institution. Pour Stubb, cela consiste à porter un polo sous la veste.

Il y a une semaine, Stubb s'est rendu à Kiev pour signer l'engagement bilatéral de défense entre la Finlande et l'Ukraine. C'est le travail du président, mais bien entendu. Mais Stubb y a inclut le président du parlement, Jussi Halla-aho. Ce tandem est nouveau dans la politique étrangère et de sécurité finlandaise.

Stubb est réputé pour être attentif à son image publique. Le contexte de la visite en Ukraine nous indique que le président ne doit pas être trop jaloux de sa position et de son indépendance de décideur. Voyager avec Halla-aho a envoyé le message que la cause de l'Ukraine est la nôtre.

Emmener le président du parlement était aussi une sorte d'alibi. On peut se demander si l'engagement de la Finlande et de l'Ukraine en matière de sécurité ne devrait pas également être discuté au Parlement. Et par ce geste Stubb a montré que le président prend en compte le parlementarisme dans sa politique étrangère et de sécurité. Mais c'est toujours une autre chose d'informer le Parlement sur la ligne de politique étrangère que de discuter du contenu de cette ligne.

Halla-aho est également exceptionnellement populaire en Ukraine parce qu'il parle , ce qui renforce le message de la Finlande en Ukraine, et cela a de la valeur pour la Finlande.

Quand le président dit quelque chose, il est écouté. Nous sommes actuellement en train d'apprendre à écouter Stubb.

Des années passées dans le monde universitaire et politique ont formé Stubb à être un orateur talentueux. Stubb, qui parlait parfois lentement lors des débats électoraux, parle désormais à nouveau assez rapidement. Et la différence avec le prédécesseur est assez grande. Écouter Sauli Niinistö impliquait de deviner ce que ses mots, et ses silences, voulaient dire. Et après coup, Niinistö pouvait dire qu'il n'avait pas voulu dire exactement cela.

Finalement, Stubb peut être encore plus difficile à comprendre que Niinistö. Et lorsque l'on doit interpréter des flots de paroles, il peut être difficile d'y trouver les priorités. Peut-être que Stubb va même finir par commencer à se citer lui-même très bientôt.

Stubb donne actuellement ses premières grandes interviews aux médias finlandais. A Yle, Stubb a également pu commenter le débat sur les institutions et le partage des pouvoirs.

Il n'est pas surprenant que Stubb veuille préserver le pouvoir du président. Cependant, le débat sur le partage des pouvoirs des partis représentés au Parlement non du président.

HS

Editorial

La visite de Stubb dans la capitale de l'UE a rappelé le conflit sur les deux assiettes: le président a-t-il marché sur les plates-bandes d'Orpo ?

En fonction depuis six semaines, le président a effectué cette semaine sa première visite de travail de deux jours à l'étranger, à Bruxelles où il s'est entretenu avec plusieurs dirigeants de l'Union européenne et le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg.

S'il y a quelqu'un en Finlande qui connaît l'UE comme sa poche, c'est bien Stubb. On peut donc affirmer sans se tromper que Stubb est passionné par l'Europe et souhaite également être actif en relation avec l'UE en tant que président de la Finlande.

Une visite au cœur de l'UE à Bruxelles et une rencontre avec plusieurs personnalités européennes de premier plan ont soulevé la question de savoir si Stubb avait l'intention d'accroître le rôle du président dans la politique européenne de la Finlande. Stubb s'est-il rendu sur les plates-bandes du Premier ministre Petteri Orpo ?

La politique de l'UE en Finlande est considérée comme la responsabilité du Premier ministre depuis que la présidente Tarja Halonen et le premier ministre Matti Vanhanen ont réglé le problème des « deux assiettes » en 2009. Depuis lors, la Finlande est représentée aux sommets et dîners de l'UE par le Premier ministre.

Au siège de l'OTAN à Bruxelles, les discussions du président Stubb ont porté sur la sécurité européenne et le soutien à l'Ukraine.

En Finlande, le président est le chef de la politique étrangère et de sécurité et le chef des forces armées et Stubb ne veut certainement pas réduire ce poste, même si des exigences ont également été formulées à ce sujet. Au contraire, les premiers signes d'une évolution semblent indiquer que Stubb cherche à obtenir une position forte au sein de l'OTAN pour l'institution présidentielle – et pour lui-même.

Géographiquement, la Finlande se trouve à 1 343 kilomètres à l'est de la limite nord-est de l'alliance militaire, il est donc justifié de rechercher le cœur du processus décisionnel de l'OTAN.

Kaleva

Le ministre de l'Économie Rydman participe au 9e Forum de cohésion à Bruxelles

Les 11 et 12 avril 2024, le ministre de l'Économie Wille Rydman participe au Forum de cohésion de la Commission européenne à Bruxelles.

Les principaux messages de Rydman lors du Forum porteront sur des conditions de concurrence équitables pour toutes les régions européennes, en particulier celles situées aux frontières extérieures, et le respect des politiques nationales des États membres.

<https://valtioneuvosto.fi/en/-/1410877/minister-of-economic-affairs-rydman-to-attend-the-9th-cohesion-forum-in-brussels>

Aide publique au développement

En 2023, les dépenses d'APD de la Finlande ont diminué

L'Ukraine a été le principal bénéficiaire de l'APD finlandaise pour la deuxième année consécutive

Le soutien apporté à l'Ukraine après l'invasion russe s'est clairement reflété dans les dépenses d'aide publique au développement (APD) de la Finlande et de nombreux autres États membres

de l'UE pour 2023, selon les données publiées hier par l'OCDE. L'Ukraine a été le principal bénéficiaire de l'APD finlandaise pour la deuxième année consécutive.

L'OCDE a publié des données préliminaires sur l'aide publique au développement (APD) en 2023 par les 32 pays membres de son Comité d'aide au développement (CAD). Les données préliminaires montrent que l'Ukraine a reçu de loin la plus grande aide. Les membres du CAD ont utilisé 18,5 milliards d'euros (20,0 milliards de dollars) d'APD pour soutenir l'Ukraine en 2023.

L'aide publique au développement (APD) de la Finlande s'est élevée à 1 452 millions d'euros en 2023, soit une baisse de 84 millions d'euros par rapport à 2022. Cela représente 0,52 % du revenu national brut (RNB) de la Finlande, selon les données préliminaires de l'OCDE. En termes réels, les dépenses d'APD de la Finlande ont chuté de 9,5%.

L'APD directe de la Finlande, administrée par le ministère des Affaires étrangères, s'est élevée à 750 millions d'euros, tandis que le reste de l'APD finlandaise s'est élevée à 702 millions d'euros. Le reste de l'APD comprend la part finlandaise du budget d'APD de l'UE, les prêts et investissements liés à la politique de développement et une partie des coûts générés par l'accueil des réfugiés.

La plus grande réduction a été observée dans les coûts des réfugiés comptabilisés comme APD. En 2023, les coûts s'élevaient à 231 millions d'euros, soit une baisse de 159 millions d'euros par rapport à 2022. Une part très importante de cette somme était encore consacrée à répondre aux besoins de protection temporaire des Ukrainiens en Finlande. Cette évolution globale a été contrebalancée par les prêts et investissements en faveur de la politique de développement, dont la part éligible à l'APD était de 108 millions d'euros en 2023, soit une augmentation de 58 millions d'euros par rapport à l'année précédente.

Une part importante de l'APD de la Finlande en 2023 a été acheminée via l'ONU (310 millions d'euros), l'UE (268 millions d'euros) et le Groupe de la Banque mondiale (156 millions d'euros). On estime que 370 millions d'euros, représentant 0,13% du RNB de la Finlande, ont été alloués aux pays les moins avancés (PMA), y compris les parts imputées aux organisations multilatérales. Les données préliminaires montrent qu'un total de 64 millions d'euros ont été dépensés pour soutenir l'Ukraine (non compris les coûts liés aux réfugiés en Finlande).

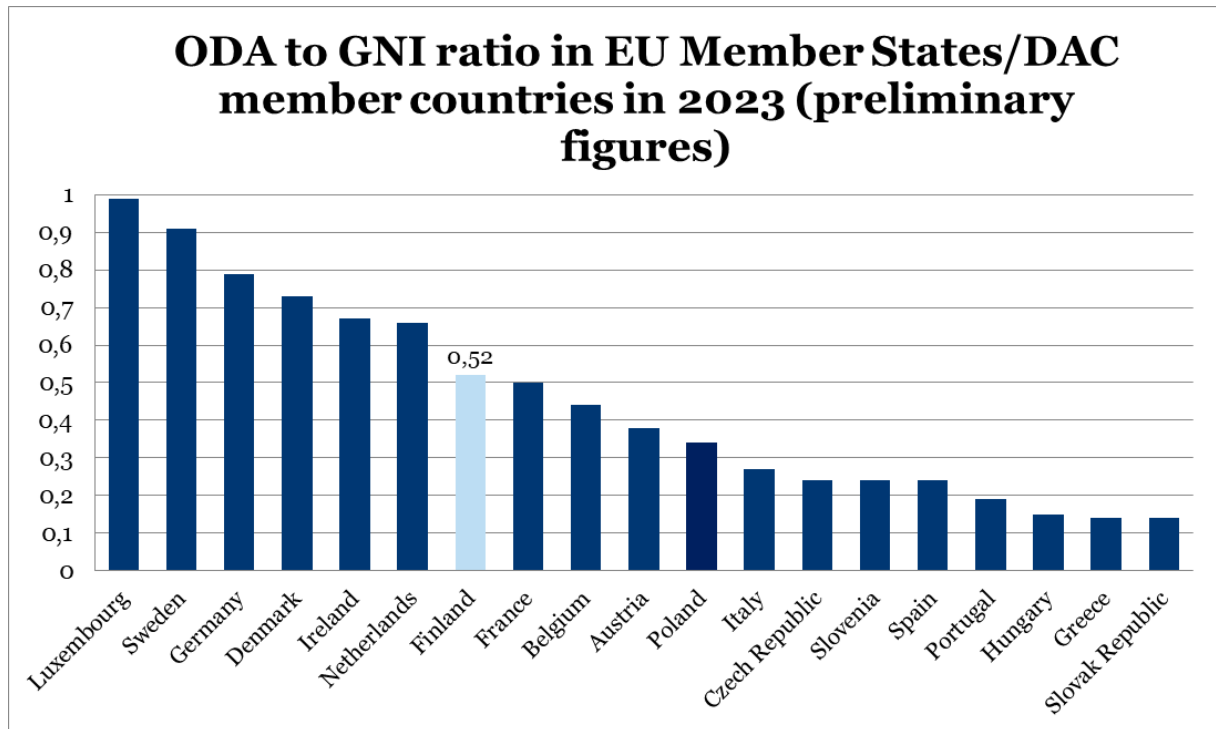
L'année dernière, la Finlande a accordé 125 millions d'euros d'aide humanitaire dans le cadre de l'aide publique au développement.

À l'échelle mondiale, l'aide publique au développement (APD) s'est élevée à 223,7 milliards de dollars (206,9 milliards d'euros) en 2023, soit une augmentation de 1,8 pour cent en termes réels par rapport à l'année précédente. Les principaux donateurs étaient les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et la France. Parmi les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, le Danemark, l'Allemagne, le Luxembourg, la Norvège et la Suède ont dépassé l'objectif d'APD de l'ONU de 0,7% du RNB. L'APD totale pour tous les pays membres du CAD combinés en pourcentage du RNB s'élevait à 0,37%.

Ensemble, l'UE et ses États membres étaient le plus grand donateur d'APD. Les dépenses d'APD des États membres de l'UE membres du CAD ont totalisé 85,9 milliards de dollars (92,9 milliards d'euros), ce qui représente 42% de l'APD totale et 0,52% du RNB combiné de ces pays. Les dépenses ont diminué de 7,7% en termes réels par rapport à 2022.

Quatorze pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont augmenté leurs dépenses d'APD, tandis que dans 17 pays membres du CAD, les dépenses d'APD ont diminué.

Les statistiques définitives pour l'année 2023 seront publiées fin 2024. Les données seront mises à jour, entre autres, en ce qui concerne la répartition régionale des dépenses. Le ratio APD/RNB de la Finlande pourrait également changer une fois que Statistics Finland révisera son estimation du RNB.



https://valtioneuvosto.fi/-/suomen-tuki-ukrainalle-jatkui-myos-kehitysyhteistyörahoituksella-vuonna-2023?languageId=en_US

Défense

Interview du commandant des forces armées Janne Jaakkola

Dans une interview, le nouveau commandant des forces armées, général Janne Jaakkola, souligne l'importance de la justice et du sens des responsabilités dans l'armée afin de maintenir la confiance des Finlandais en cette institution.

Il en va de même concernant la sécurité. Jaakkola insiste sur le fait qu'en cas d'accidents, il faut enquêter sur les raisons et en tirer les leçons.

Jaakkola souligne l'importance de la coopération et du fait d'être à l'écoute afin de veiller au bien-être au travail qu'il s'agisse de supérieurs ou des employés. « Il ne faut laisser de côté personne. » Pour lui, il est dans les intérêts de la Finlande d'être un allié le plus fort et actif possible. L'adhésion à l'OTAN fait que la Finlande dispose d'un nouvel angle pour voir les choses. L'adhésion pour lui ne signifie pas renoncer à quelque chose mais au contraire contribuer au niveau du savoir-faire et de la compréhension pour les alliés. Et c'est ce qu'on attend de la Finlande, selon lui.

AL/A14

Gouvernement

Le chancelier de la Justice souhaite des précisions sur l'accord DCA avec les Etats-Unis

Le chancelier de la Justice Tuomas Pöysti a donné son avis sur le projet du gouvernement concernant l'adoption au Parlement de l'accord et de législation liée à l'accord DCA entre la Finlande et les Etats-Unis.

Pöysti estime que le projet devra être complété notamment avec des précisions sur les obligations auxquelles la Finlande s'engage.

Il est prévu que le projet soit présenté au Parlement fin juin.

Pöysti considère que le projet a été soigneusement préparé. Il s'agit de donner beaucoup d'attributions en Finlande pour les Etats-Unis. De ce fait, il conviendra d'évaluer profondément l'impact de l'accord sur les droits fondamentaux, entre autres.

Le transfert de pouvoir judiciaire aux Etats-Unis éveille des questions sur lesquelles il conviendrait de prendre position dans la proposition du gouvernement, selon Pöysti.

Pöysti indique que l'accord prévoit aux Etats-Unis le pouvoir de décision sur le fait de savoir quelles activités de ses troupes relèvent de celles à titre de leurs fonctions. Si les Etats-Unis décident ainsi, le système judiciaire finlandais n'aurait pas de pouvoir concernant des situations où un accident ou un dégât pourrait concerner qui que ce soit.

AL/A15

Politique intérieure

Orpo n'envisage pas de toucher à l'indexation des pensions de retraite

Le Premier ministre *Petteri Orpo* (Coalition nationale) a déclaré jeudi que le gouvernement n'avait pas l'intention de toucher au système des pensions et que l'indexation des pensions faisait partie du système dans son ensemble.

Le gouvernement négocie actuellement les économies possibles sur les pensions dans le cadre de la préparation de la réunion sur le cadre budgétaire du début de la semaine prochaine, au cours duquel le gouvernement doit décider de trois milliards de réductions de dépenses et d'augmentations d'impôts.

Orpo a déjà déclaré mercredi à *Ilta-Sanomat* que la discussion sur le cadre n'interférerait pas avec le système de pension, mais il n'a pas précisé ce que cela signifiait.

Orpo déclare qu'il n'y a pas de conflit majeur au sein du gouvernement sur les pensions, mais que des solutions sont recherchées en permanence.

« Nous n'avons pas de différends particuliers pour le moment, il y a simplement beaucoup de questions difficiles. Nous devons procéder à un ajustement de trois milliards et il y a déjà six milliards d'ajustements qui ont été décidés l'année dernière. Tout le monde comprend à quel point c'est difficile », a dit Orpo.

La ministre des finances, *Riikka Purra*, a déclaré dans une interview accordée à *Helsingin sanomat* mercredi que toucher aux pensions était inévitable. En gros, il y a deux possibilités : le gouvernement peut soit réduire l'indexation des pensions en fonction de l'augmentation des prix et des salaires, soit augmenter l'imposition des pensions.

Au lieu de procéder à des réductions d'indice et à des arrangements monétaires techniques complexes, l'impôt sur les grandes pensions pourrait être mis sur la table dans le cadre du débat général. Purra a souligné à plusieurs reprises que les petites pensions ne seraient pas touchées. Selon les experts, d'autres solutions pourraient consister à abaisser la limite inférieure de l'impôt supplémentaire sur les revenus de pension, qui est 47 000 euros en ce moment, ou à modifier les paramètres de la déduction des revenus de pension.

Le gouvernement se réunira lundi et mardi pour une réunion sur le cadre budgétaire afin de décider du plan fiscal 2025-2028 et de discuter des moyens de renforcer les finances publiques.

HS/A8

Environnement

Analyse : la Finlande a changé de cap en matière de politique environnementale

Par le biais de la législation, l'UE s'efforce de respecter ses engagements envers l'ONU et de se conformer à ses propres objectifs en matière d'environnement et de développement durable. L'UE ne peut pas sauver le monde tout seule, mais elle peut probablement sauver la nature européenne. Et si nous voulons exiger davantage des autres, nous devons faire quelque chose nous-mêmes.

Ce qui était moins évident, jusqu'à récemment, c'est que les trois directives, sur la responsabilité des entreprises, la restauration de la nature et la déforestation, sont des cibles de la nouvelle politique environnementale de la Finlande. Le gouvernement de *Petteri Orpo* (Coalition nationale) les a toutes ralenties ou diluées.

Cette situation contraste avec l'image que le monde avait jusqu'à présent de la Finlande. Lorsque le gouvernement de *Sanna Marin* (PSD) est entré en fonction, les objectifs climatiques ambitieux de la Finlande ont fait les gros titres de la presse internationale. Le fait que les politiques du gouvernement de Orpo rendent plus difficile la réalisation de ces objectifs n'a pas eu le même impact.

Depuis son adhésion à l'UE en 1995, la Finlande s'est forgé une bonne réputation. Dans le passé, on disait que la Finlande était toujours « la meilleure de la classe européenne », que cela soit vrai ou non. Aujourd'hui, la Finlande fait figure de frein, notamment en ce qui concerne la politique environnementale de l'UE.

Tout d'abord, il y a eu la directive sur la responsabilité sociale des entreprises, qui a été élaborée pendant des années. La Finlande s'est déclarée en faveur de la directive, mais a freiné son approbation au moment où elle était sur le point d'être adoptée.

La Finlande s'est opposée à ce que les syndicats et les mouvements écologistes soient autorisés à tenter des actions collectives contre les grandes entreprises coupables de travail forcé ou de travail des enfants, ou de dégradation de l'environnement. Selon le gouvernement, une telle législation serait difficile à mettre en œuvre. Cela l'emporte sur la nécessité d'aider 79 millions d'enfants. L'édulcoration de la directive est un revers pour les entreprises finlandaises.

Le règlement relatif à la restauration de la nature est un outil de l'UE permettant d'enrayer la perte de biodiversité. Malgré plusieurs promesses antérieures, ni l'UE ni la Finlande n'y sont parvenues. Aujourd'hui, la réglementation a changé. Chaque pays peut choisir comment améliorer l'état de la nature, ce qui réduit les coûts.

Le ministre de l'environnement *Kai Mykkänen* (Coalition nationale) promet que la Finlande résoudra la question au niveau national si le règlement européen échoue.

Enfin, il y a le règlement de l'UE sur les produits qui n'engendrent pas de déforestation. Il vise à minimiser la contribution de l'UE à la déforestation et à la dégradation des forêts dans le monde et à réduire l'impact de l'UE sur le climat et la perte de biodiversité.

Le gouvernement souligne qu'il n'y a pas de risque de déforestation en Finlande. Néanmoins, le gouvernement signale, une fois de plus, que la Finlande n'adhère pas à la politique environnementale de l'UE.

« Je suis profondément préoccupé par la diversité de notre nature, l'extinction des espèces et le changement climatique, qui est une préoccupation majeure pour nous tous. Ce sont les derniers moments. Une action déterminée est nécessaire dès maintenant. » C'est ce qu'a déclaré Petteri Orpo dans une interview accordée à *Yle* il y a cinq ans. Mais son gouvernement a réduit les crédits destinés à la protection de la nature, a durci les critères de la définition des forêts anciennes afin de réduire les zones protégées, a réduit la taxe sur l'essence et a assoupli les conditions de l'obligation de part de renouvelable dans le carburant.

Il s'agit d'une politique environnementale qui dégrade l'état de la nature et augmente les émissions climatiques.

HBL/7 (29/03/2024)

<https://www.hbl.fi/artikel/29acd8e8-38be-5c0a-9705-257f7ee8c58e>

Energie

Les subventions à l'énergie éolienne sont très coûteuses

Les subventions versées à la production éolienne ont permis de lancer avec succès la construction d'éoliennes en Finlande. Rétrospectivement, elles sont inutilement coûteuses.

Le tarif de rachat de l'énergie éolienne a fait son travail pour lancer ce mode d'énergie en Finlande, mais les experts estiment qu'avec le recul, il sera revenu trop cher.

Par conséquent, il serait utile de tirer les leçons des erreurs du système actuel pour attirer de nouveaux types d'investissements verts en Finlande.

C'est l'avis de *Pekka Ripatti*, directeur de l'agence de l'énergie *Energiavirasto*, et de *Kimmo Ollikka*, chercheur à l'Institut de recherche économique de l'état *VATT*.

« Oui, nous avons besoin d'un instrument de soutien [pour encourager la construction d'éoliennes], mais avec le recul, on peut dire que cela aurait pu être plus intelligent s'il avait pris en compte le développement technologique », explique Ripatti.

Selon Ripatti, l'expérience a montré que le tarif de rachat est trop généreux, en particulier pour les centrales éoliennes qui ont été construites juste avant la fermeture du système de soutien en 2017.

La technologie était soudainement devenue moins chère, mais la promesse de 12 ans d'aides sur les prix a été maintenue par le gouvernement aux anciennes conditions.

La subvention à la production d'énergie éolienne, connue sous le nom de tarif de rachat, a été lancée en 2011.

Le tarif de rachat est un prix garanti. Ceux qui ont construit les centrales éoliennes ont reçu la promesse qu'ils recevraient au moins 83,5 euros par mégawattheure d'énergie éolienne qu'ils produisaient. Le montant des subventions à verser dépend donc du prix moyen de l'électricité.

Dans la pratique, en raison d'une restriction légale, les subventions peuvent être versées à hauteur de 53,5 euros au maximum par mégawattheure si le prix moyen de l'électricité devait tomber à 30 euros ou moins par mégawattheure. Des systèmes similaires ont été introduits dans toute l'Europe, à des prix garantis similaires.

Les éoliennes ont donc reçu des subventions jusqu'à concurrence d'un certain plafond de capacité. Lorsque cette limite a été atteinte en 2017, le système a été abandonné. Depuis lors, beaucoup plus d'énergie éolienne a été construite, et aujourd'hui, environ un tiers de la capacité éolienne de la Finlande est encore couverte par le tarif de rachat.

En effet, les subventions étant versées pour chaque centrale construite pendant 12 ans, les dernières subventions seront versées en 2030.

De nos jours, les montants des subventions annuelles peuvent être très élevés, car le prix moyen de l'électricité peut être inférieur à ce qui avait été prévu lors de la conception du système.

L'année dernière, les subventions à la production d'énergie éolienne ont totalisé un peu plus de cent millions d'euros du budget du ministère de l'Économie et de l'Emploi et jusqu'à 346 millions d'euros au cours de l'année record 2020.

On peut le mettre en perspective avec le fait que cette année, 131 millions d'euros ont été réservés à la protection de l'environnement et à la conservation de la nature, financés par le ministère de l'Environnement.

Jusqu'au présent, environ 1,6 milliard d'euros de subventions à la production d'énergie éolienne ont été versées.

Selon le chercheur Kimmo Ollikka, lorsqu'on soutient une technologie verte, il est toujours utile de tenir compte du stade de développement de la technologie en question.

Si la technologie n'en est encore qu'à ses débuts, un soutien direct peut être une bonne chose.

Un exemple de ce soutien pourrait être la subvention de 30 millions d'euros que le ministère de l'Économie et de l'Emploi a annoncée l'année dernière avoir accordée à l'éolienne *Suomen Hyötytuuli* pour la construction de deux éoliennes offshore. Le soutien de l'instrument de relance de l'UE sera utilisé pour tester la construction d'une centrale éolienne dans l'eau plus profondes que ce qui a été fait jusqu'à présent en Finlande.

HS